

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-bis N. 98

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA CINQUANTESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 2-4 giugno 2004)

Raccomandazione n. 747
sull'Agencia europea della difesa – risposta
alla relazione annuale del Consiglio

Annunziata il 13 luglio 2004

L'ASSEMBLÉE,

(i) Prenant acte de la deuxième partie du Quarante-neuvième rapport annuel du Conseil et, notamment, des informations sur les activités du GAEO et de la Cellule de recherche de l'OAE0 pendant le second semestre 2003;

(ii) Regrettant la décision des ministres du GAEO de ne pas se réunir, comme prévu, à l'automne 2003, malgré les grandes difficultés qui s'annoncent pour assurer un transfert approprié des acquis du GAEO et de l'OAE0 à l'Union européenne;

(iii) Saluant la décision prise par les Etats membres de l'Union européenne de créer une Agence « dans le domaine du développement des capacités de défense, de la recherche, des acquisitions et de l'armement », ce qui conclut la première phase de mise en place de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD);

(iv) Considérant que l'Union européenne va en outre se doter dans un très proche avenir d'une constitution, qu'elle a aussi adopté un concept stratégique et

qu'elle possède des capacités militaires (l'Objectif global);

(v) Rappelant qu'aujourd'hui, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, ce sont les Etats européens (de l'UE et de l'OTAN) qui ont les plus grandes responsabilités;

(vi) Constatant que les Etats européens, ensemble, mettent en place des capacités communes et que cette démarche est une nécessité vitale car, séparément, aucun pays n'est en mesure d'assumer les différentes missions dites de Petersberg « élargies », ni celles assignées à la Force de réaction de l'OTAN (FRO) dans tous leurs aspects (combat, sécurisation, stabilisation et reconstruction postconflit);

(vii) Considérant que la création d'une Agence européenne (AE) « dans le domaine du développement des capacités de défense, de la recherche, des acquisitions et de l'armement » s'inscrit dans le processus de mise en oeuvre d'une capacité européenne d'intervention pour la gestion des crises internationales;

(viii) Notant que depuis l'adoption par le Conseil de l'UE, dans sa formation Affaires générales et Relations extérieures, du rapport sur l'AE en novembre 2003, une première structure de travail a été mise en chantier;

(ix) Considérant qu'il est évident que, dans un premier temps, les Etats de l'UE vont progresser lentement lors de la phase initiale de l'AE mais qu'au fur et à mesure que ses compétences s'étendront, l'Agence a vocation à devenir le point central des efforts européens en matière de capacités, technologies et armements;

(x) Tenant compte de ce que la décision du Conseil de l'UE du 17 novembre 2003 identifie quatre objectifs majeurs pour l'AE;

(xi) Constatant que le premier objectif se rattache directement à la réalisation de l'Objectif global de l'UE, qui est en cours dans le cadre du Plan d'action européen sur les capacités (PAEC), et que les trois objectifs suivants vont au-delà du domaine « réservé » de la gestion des crises et représentent une nouvelle tentative de rationaliser et de concentrer entre les mains d'une seule autorité les efforts dispersés des Etats européens en matière de politique d'armement et de R&T de défense;

(xii) Considérant qu'en matière de forces, sont concernés les concepts et la doctrine, les structures et le soutien, les personnels et l'entraînement et que, si l'Agence a aussi pour objectif de s'occuper de ces questions, son rôle va bien au-delà d'une simple structure chargée de questions techniques et technologiques;

(xiii) Constatant par ailleurs qu'en ce qui concerne la R&T de défense, seule l'OAEO a apporté à ce jour, avec sa Cellule de recherche, un semblant d'organisation et accompli un réel effort de coopération en la matière, en assurant notamment une couverture juridique pour les projets de coopération par le biais du mémorandum d'entente cadre EUROPA, mais que la faiblesse de ses moyens ne lui permet pas d'être un facteur de dynamisation décisif dans ce domaine;

(xiv) Soulignant, nonobstant, que la plus grande partie de la coopération européenne en matière de R&T de défense échappe à l'OAEO car la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni préfèrent une coopération bilatérale ou multilatérale restreinte, ce qui s'explique au vu des moyens budgétaires dont ils disposent et de leur niveau technique/technologique;

(xv) Rappelant qu'en 1999, le programme ETAP (European Technology Acquisition Programme) a été lancé à l'initiative de la France, en vue d'inscrire les projets R&T dans le cadre d'une stratégie globale et cohérente visant à structurer les domaines qui intéressent la défense;

(xvi) Considérant que la prise en charge par l'AE de la coordination et de la planification des activités de recherche conjointes, qui sont aujourd'hui exercées par le GAEO et l'OAE0 dans un cadre multilatéral plus large que celui de l'UE, contribuera à rationaliser les coopérations existantes et à clarifier la chaîne de responsabilités en matière de R&T de défense;

(xvii) Constatant que, dans le cas où les tâches du GAEO seraient entièrement absorbées par l'Agence, les modalités prévues pour associer, le cas échéant, les pays membres du GAEO non membres de l'Union européenne aux projets spécifiques de l'Agence, constitueraient un recul fondamental des droits des pays concernés dans le domaine de la coopération européenne en matière d'armement;

(xviii) Soulignant que l'AE ne peut être conçue que comme l'instrument d'une politique d'armement européenne, elle-même relevant d'une politique de défense européenne, et que, quelle que soit l'interprétation donnée au futur article I-40, l'UE aura de facto une responsabilité directe dans la défense territoriale des Etats membres;

(xix) Rappelant que le développement et la préservation de la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) constituent un objectif stratégique pour les Etats européens;

(xx) Constatant que la BITDE, qui concerne aussi la R&T, la R&D, l'évaluation et l'expertise, les instituts de recherche et les universités, a du mal à poursuivre sa consolidation — des structures dispersées, des budgets morcelés, des priorités nationales divergentes ou redondantes et aussi l'impact de la coopération transatlantique contribuant à cet état de fait;

(xxi) Considérant que l'investissement européen dans les programmes américains est assez élevé, ce qui réduit le finance-

ment des programmes européens « autonomes »;

(xxii) Rappelant à cet égard la participation de plusieurs pays européens au programme d'avion de combat Joint Strike Fighter (F-35), un exemple qui sert à démontrer l'impact déstructurant que la coopération transatlantique peut avoir sur la BITDE;

(xxiii) S'interrogeant sur le rôle de l'AE par rapport aux coopérations transatlantiques;

(xxiv) Soulignant que le rapport sur l'AE, adopté par le Conseil de l'UE, précise que celle-ci doit viser à ce que les programmes de coopération spécifiques soient gérés par le biais de l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) ou de dispositifs spécifiques fondés sur l'expérience de l'OCCAR et en faisant appliquer à l'échelle de l'UE des règles et procédures établies sur le modèle de la lettre d'intention (LoI);

(xxv) Estimant que l'AE semble donc appelée à jouer un rôle subordonné aux intérêts des Etats membres de l'OCCAR, c'est-à-dire des grands pays producteurs d'armements en Europe occidentale;

(xxvi) Considérant que l'AE concentrerait en son sein l'essentiel des activités du PAEC, du GAEO et de l'OAE0 et coordonnerait la coopération européenne, mais que, lors du passage à la phase la plus importante, c'est-à-dire la réalisation concrète de programmes, elle transférerait leur gestion à un organisme extérieur aux structures de l'UE, par exemple à l'OCCAR;

(xxvii) Notant par ailleurs que deux logiques complémentaires, mais aussi divergentes coexistent en ce qui concerne l'avenir de l'AE, celle de certains Etats consistant à donner à l'Agence des pouvoirs limités et celle de l'industrie, pour laquelle l'Agence représente une étape im-

portante pour arriver à une politique industrielle de défense européenne;

(xxviii) Constatant que le budget de l'AE est une inconnue, bien que sa dotation financière soit l'élément clé de son rôle « dans le domaine du développement des capacités de défense, de la recherche, des acquisitions et de l'armement »;

(xxix) Soulignant que l'AE devra compter sur des ressources humaines et budgétaires suffisantes pour pouvoir travailler efficacement en coopération étroite avec les autres organes concernés, y compris la Commission;

(xxx) Considérant que la question budgétaire conditionne aussi le poids réel de la personnalité juridique, celle-ci étant un élément essentiel en matière contractuelle et servant à déterminer les responsabilités en cas de litige (et de dommages et intérêts);

(xxxi) Notant qu'en dépit du maintien de l'article 296 du Traité instituant la Communauté européenne, qui fait des questions d'armements un domaine réservé des Etats membres, la Commission est aujourd'hui partie prenante dans ce domaine à travers deux vecteurs: les industries et la R&T;

(xxxii) Soulignant que du fait de l'ambiguïté existante dans le domaine des technologies et des productions « duales » (civiles et militaires) et à mesure que les entreprises de défense s'affranchissent du contrôle étatique pour former des groupes à double compétence, la Commission est devenue un acteur incontournable;

(xxxiii) Estimant, d'autre part, que dans le cadre de ses activités, l'AE sera amenée tôt ou tard à s'occuper de la coopération avec les pays tiers;

(xxxiv) Considérant, dès lors, que la coopération avec les Etats-Unis sera inévitablement très tôt présente dans les travaux de l'AE, surtout si l'on tient

compte des presque cinq milliards d'euros investis par plusieurs Etats européens dans le programme d'avion de combat JSF/F-35, auxquels s'ajoutent les achats sur étagère de matériels et de technologies américaines, le rachat de sociétés européennes par des entreprises américaines et les investissements réalisés par des sociétés européennes pour être présentes sur le marché américain de la défense;

(xxxv) S'interrogeant sur le rôle de l'AE en matière de coopération internationale de défense, transatlantique et autre,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De veiller à ce que les droits et les intérêts légitimes des Etats membres du GAEO qui ne sont pas encore membres de l'UE soient pris en considération lors de la mise en place de l'Agence européenne;

2. De tenir une réunion ministérielle du GAEO au cours de l'année 2004 en vue de se mettre d'accord sur le transfert de l'acquis du GAEO et de l'OAEO et de permettre au Président de l'Assemblée de s'adresser aux ministres;

3. D'appuyer vigoureusement la demande formulée par les pays membres du GAEO mais non membres de l'Union européenne en vue d'obtenir un statut d'observateur aux réunions des Directeurs nationaux de l'armement de l'Union européenne et de leurs représentants et du groupe de préparation ad hoc;

4. De consulter l'Assemblée avant toute décision affectant les activités futures des Commissions I, II et III du GAEO;

5. De veiller à ce que, lors du transfert des fonctions du GAEO et de l'OAEO à l'Agence européenne, soient aussi incluses l'expertise et les compétences présentes dans ces organisations;

6. De veiller à ce que les pays membres et les pays observateurs, en tant que membres de l'UE, tiennent compte des

facteurs suivants à l'heure où l'Agence européenne se met en place:

dans un premier temps, son rôle est essentiellement de fournir un cadre central et visible pour les discussions entre les Etats membres sur les capacités et les équipements nécessaires à l'accomplissement des missions de Petersberg « élargies »;

l'échange d'informations et la constitution d'une banque de données en matière de projets nationaux et communs sur les capacités sont aussi des tâches envisagées dans un premier temps pour l'Agence;

les activités des groupes de projet du PAEC sont concentrées en son sein pour que l'Agence puisse non seulement s'occuper du développement et du suivi des projets capacitaires actuels, mais aussi contribuer à identifier les capacités futures nécessaires pour suivre l'évolution des objectifs de la PESD et les besoins opérationnels qui en découlent;

le domaine d'action de l'Agence concerne aussi les forces et les équipements, ce qui comporte les missions suivantes:

suivre l'état d'avancement et le respect des engagements pris par les Etats membres dans le cadre du PAEC et du mécanisme de développement des capacités (MDC);

promouvoir et coordonner l'harmonisation des besoins militaires;

identifier et proposer des coopérations dans le domaine opérationnel;

fournir des avis sur les priorités financières en matière de développement et d'acquisition des capacités;

l'Agence a un rôle utile pour les petits et moyens pays qui ne disposent pas de tout l'éventail des capacités requises pour les opérations militaires de gestion des crises actuelles et à venir, mais qui ont souvent à leur actif des domaines d'excellence qu'il importe de mettre en synergie le plus en amont possible;

l'Agence est capable à l'avenir d'intégrer en son sein le programme ETAP, ce qui serait un signal politique fort en faveur d'un Programme-cadre de recherche, de développement technologique et de démonstration de défense (à l'image du PCRD civil);

dans ce sens, il faut rappeler que beaucoup de technologies militaires ne sont pas duales;

un marché « européen » des armements ne pourra vraiment se développer que si l'on introduit, à un stade ou à un autre, une « préférence européenne » et si une réciprocité et une transparence réelles s'installent au niveau des échanges transatlantiques;

la relation tripartite Agence-OCCAR-LoI/accord-cadre fait de l'Agence un instrument permettant d'étendre à l'UE, et à sa future politique d'armement et de R&T et R&D de défense, les règles et les modalités qui ont été élaborées et adoptées par les principaux producteurs/consommateurs, ce qui peut s'avérer bénéfique à terme pour la mise en place d'un marché européen unique de l'armement et pour la consolidation de la BITDE;

le rôle de l'Agence par rapport aux coopérations transatlantiques reste à définir;

la dotation en personnel de l'Agence, telle qu'elle est prévue par le rapport adopté par le Conseil (personnel réduit, secondé par des fonctionnaires et experts nationaux) peut présenter l'avantage de fournir à l'Agence une expertise et une impulsion nationale décisive, mais peut aussi la rendre « otage » de divergences nationales entre « grands » pays sur ses orientations;

un budget de fonctionnement et des budgets suffisants assignés à chaque programme permettront à l'Agence de débiter dans les meilleures conditions;

il faudra envisager l'utilisation de fonds appropriés pour le projet de défense européenne;

une capacité contractuelle, si elle s'appuie sur des ressources budgétaires significatives, peut devenir un instrument de consolidation de la BITDE;

il faut, dès à présent, définir le rôle de l'Agence en matière de coopération transatlantique de défense, non seulement sur le plan politique, mais aussi sur les plans industriel, technologique, social et économique;

pour augmenter le niveau de la coopération transatlantique et équilibrer les rôles des différents partenaires, il faudra une approche européenne unie dont l'Agence peut fournir le cadre approprié,

d'autant plus qu'elle a pour objectif de parvenir à un marché des équipements de défense qui soit concurrentiel sur le plan international;

seule l'existence d'une politique européenne de l'armement servira de ligne directrice pour un accord entre les gouvernements sur un partage des responsabilités concernant le fonctionnement et les activités de l'Agence;

l'Agence peut enfin contribuer à éviter une répétition des échecs du passé à condition qu'elle ait les moyens d'atteindre les objectifs sur lesquels les Etats de l'UE se sont mis d'accord.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 747
sull'Agenzia europea della difesa — risposta
alla relazione annuale del Consiglio**

L'ASSEMBLEA,

i. Constatando che la seconda parte della 49esima relazione del Consiglio e, in particolare, le informazioni in essa contenute sulle attività del GAEO e della Cellula per la ricerca dell'OAEO nel secondo semestre del 2003;

ii. Deplorando la decisione dei Ministri del GAEO di non incontrarsi nell'autunno del 2003 come originariamente previsto nonostante le notevoli difficoltà che sembra sussistano per un adeguato trasferimento dell'*acquis* dal GAEO e dall'OAEO all'Unione europea;

iii. Plaudendo alla decisione degli Stati membri dell'Unione europea di creare un'Agenzia « nel campo delle capacità di difesa, della ricerca, dell'acquisizione e degli armamenti » che segna la fine della prima fase nel processo di sviluppo della Politica europea di sicurezza e di difesa (PESD);

iv. Considerando che l'Unione europea nel prossimo futuro si doterà inoltre di una Costituzione e ha adottato un concetto strategico, e che dispone di capacità militari (obiettivo primario);

v. Ricordando che in Bosnia Erzegovina, Kosovo e nella ex Repubblica iugoslava di Macedonia (FYROM) sono attualmente gli Stati europei dell'UE e della

NATO ad assumere le maggiori responsabilità;

vi. Constatando che gli Stati europei nel loro insieme stanno sviluppando comuni capacità e che tali sforzi sono di importanza vitale, visto che nessun paese da solo è in grado di occuparsi di tutti gli aspetti (combattimento, sicurezza, stabilizzazione e ricostruzione post conflitto) delle cosiddette missioni di Petersberg o dei compiti della Forza di risposta della NATO (NRF);

vii. Considerando che la creazione di un'Agenzia europea (AE) « nel campo delle capacità di difesa, della ricerca, dell'acquisizione e degli armamenti » si inserisce nel processo di costruzione di una capacità europea di intervento nelle crisi internazionali;

viii. Constatando che dall'adozione, nel novembre 2003 della relazione sull'AE da parte del Consiglio affari generali e relazioni esterne dell'UE è stata creata una prima struttura di lavoro per l'Agenzia;

ix. Considerando che chiaramente durante la fase iniziale dell'AE gli Stati dell'UE faranno progressi lenti, mentre con il progressivo aumentare delle sue responsabilità l'Agenzia sarà il fulcro dell'impegno europeo nel settore delle capacità, delle tecnologie e degli armamenti;

x. Tenendo conto del fatto che la decisione del Consiglio UE del 17 novembre

2003 individua quattro obiettivi centrali per l'AE;

xi. Constatando che il primo obiettivo è collegato direttamente al raggiungimento dell'obiettivo primario UE, oggetto di misure promosse nell'ambito del Piano di azione europeo sulle capacità (ECAP), e che gli altri tre obiettivi superano l'ambito ristretto della gestione delle crisi e rappresentano un nuovo tentativo per razionalizzare e concentrare sotto un'unica autorità gli sforzi, attualmente dispersi, degli Stati nel settore della politica degli armamenti e della ricerca e della tecnologia nel settore della difesa;

xii. Considerando che, per quanto concerne le forze, le nozioni di concetto e dottrina, strutture e sostegno, di personale e addestramento sono importanti e considerando altresì che qualora anche questi settori rientrassero nelle competenze dell'Agenzia, quest'ultima sarebbe qualcosa di più di una semplice struttura che si occupa di questioni tecniche e tecnologiche;

xiii. Rilevando inoltre che finora l'unica forma di organizzazione e di impegno reale per la cooperazione in materia di ricerca e tecnologia nel settore della difesa è l'OAE0 con la sua Cellula per la ricerca che, in particolare, fornisce una base giuridica per progetti di cooperazione attraverso il Memorandum d'intesa EUROPA ma che, date le risorse limitate a sua disposizione, non è in grado di imprimere uno slancio decisivo a questo settore;

xiv. Sottolineando, tuttavia, che la cooperazione europea nel settore della ricerca e della tecnologia per la difesa avviene prevalentemente al di fuori dell'OAE0 in quanto la Francia, la Germania e il Regno Unito preferiscono una cooperazione più ristretta a livello bilaterale e multilaterale, orientamento che si spiega facendo riferimento alle risorse di bilancio e al livello tecnico/tecnologico di tali paesi;

xv. Ricordando che nel 1999 il Programma europeo per l'acquisizione di tec-

nologia (ETAP) è stato promosso su iniziativa della Francia al fine di inserire i progetti di ricerca e tecnologia in una strategia globale e coerente e dare struttura ai settori legati alla difesa;

xvi. Considerando che attraverso l'attribuzione all'AE delle competenze per il coordinamento e la pianificazione di attività di ricerca congiunte — attualmente affidate al GAEO e all'OAE0 in un quadro multilaterale più ampio di quello dell'UE — si potrà rendere più razionale la l'attuale cooperazione e semplificare la catena delle competenze nel settore della ricerca e della tecnologia applicate alla difesa;

xvii. Constatando che, nel caso della piena assunzione da parte dell'Agenzia dei compiti del GAEO, le proposte, attualmente in discussione, di coinvolgere, se opportuno, gli Stati membri non appartenenti all'Unione europea in progetti specifici dell'Agenzia, sostanzialmente non prendono in considerazione i diritti di cui questi Stati attualmente godono nel settore della cooperazione europea in materia di armamenti;

xviii. Sottolineando che l'AE deve fungere da strumento per una politica europea degli armamenti che a sua volta sia parte della politica europea della difesa e che, indipendentemente dall'interpretazione che sarà data dell'Articolo I-40.7 della futura Costituzione dell'UE, l'Unione avrà *de facto* una responsabilità diretta per la difesa territoriale dei suoi Stati membri;

xix. Ricordando che mantenere e sviluppare la Base tecnologica e industriale della difesa europea (EDITB) è un obiettivo strategico per gli Stati europei;

xx. Constatando che l'EDITB, che comprende anche attività di ricerca e tecnologia, ricerca e sviluppo, valutazione e *expertise*, istituti di ricerca e università, sta incontrando qualche difficoltà nel processo di consolidamento e che la dispersione delle strutture, le insufficienze di bilancio e i conflitti e le sovrapposizioni

tra le priorità nazionali nonché gli effetti della cooperazione transatlantica sono tutti fattori che contribuiscono a questa situazione;

xxi. Considerando che il livello degli investimenti europei nei programmi americani è assai elevato, fatto che contribuisce alla riduzione dei finanziamenti destinati ai programmi europei « autonomi »;

xxii. Ricordando in proposito il fatto che diversi paesi europei partecipano al programma per il Joint Strike Fighter (F-35), un esempio che dimostra l'effetto destrutturante che la cooperazione transatlantica può avere sull'EDITB;

xxiii. Auspicando di ottenere maggiori elementi di conoscenza sul ruolo dell'AE nella cooperazione transatlantica;

xxiv. Sottolineando che nella relazione sull'AE approvata dal Consiglio UE è previsto che programmi specifici di cooperazione dovranno essere gestiti attraverso l'OCCAR (Organismo congiunto per la cooperazione nel campo degli armamenti) o attraverso accordi specifici sulla base dell'esperienza dell'OCCAR e attraverso l'adozione, a livello europeo, di norme e procedure europee definite sull'esempio della LoI (Letter of Intent);

xxv. Ritenendo che il ruolo dell'AE sembra essere subordinato agli interessi degli Stati dell'OCCAR, ovvero dei grandi paesi dell'Europa occidentale produttori di armamenti;

xxvi. Considerando che l'Agenzia riunirebbe gran parte delle attività di ECAP, GAEO e OAEO, oltre a provvedere al coordinamento della cooperazione europea, ma che giunta alla fase più importante, quella della realizzazione pratica dei programmi, trasferirebbe la gestione di questi ultimi a un organismo esterno alla struttura UE, e cioè all'OCCAR;

xxvii. Constatando, inoltre, che esistono due orientamenti tra di loro complemen-

tari e allo stesso tempo divergenti sul futuro dell'AE: quello assunto da determinati Stati favorevoli ad un'Agenzia dai poteri limitati, e invece quello dell'industria che considera l'Agenzia un elemento importante nel processo di definizione di una politica industriale europea nel settore della difesa;

xxviii. Constatando che non è ancora nota l'entità del bilancio dell'Agenzia, anche se la sua dotazione finanziaria è fondamentale per rendere l'AE capace di svolgere un ruolo « nel campo delle capacità di difesa, della ricerca, dell'acquisizione e degli armamenti »;

xxix. Sottolineando che l'AE deve disporre di risorse umane e di bilancio sufficienti per potere lavorare efficacemente in stretta collaborazione con tutti gli organismi competenti, ivi compresa la Commissione;

xxx. Considerando che la questione del bilancio è decisiva per conferire un peso reale all'Agenzia come persona giuridica, fattore a sua volta essenziale dal punto di vista della stipula di contratti e dell'individuazione delle responsabilità in caso di controversie (e richieste di risarcimento);

xxxi. Constatando che, pur essendo stato mantenuto l'Articolo 296 del Trattato istitutivo della Comunità europea che attribuisce la competenza in materia di armamenti agli Stati membri, la Commissione oggi è pienamente coinvolta in questo settore attraverso due canali, l'industria e la ricerca e tecnologia;

xxxii. Sottolineando che, data l'ambiguità che circonda le cosiddette tecnologie e i prodotti a utilizzo duale (civile e militare), e data la presenza, nel settore difesa, di imprese non più controllate dallo Stato ma organizzate in gruppi industriali aventi competenze duali, la Commissione è inevitabilmente un attore in questo campo;

xxxiii. Reputando, inoltre, che in considerazione dell'attività che l'AE è chiamata a svolgere, prima o poi dovrà affrontare la questione della cooperazione con i paesi terzi;

xxxiv. Considerando pertanto che le attività dell'AE fin dall'inizio comporteranno inevitabilmente la cooperazione con gli Stati Uniti, in particolare alla luce di investimenti finora fatti dagli Stati europei nel Joint Strike Fighter/F-35 per un valore di ben cinque miliardi di Euro in aggiunta all'acquisizione diretta, da parte di ditte europee, di materiali e tecnologia militari, alla assunzione del controllo di imprese europee da parte di società americane e agli investimenti compiuti dalle imprese europee per garantirsi una presenza sul mercato della difesa americano;

xxxv. Desiderando conoscere meglio il ruolo che l'AE assumerà nella cooperazione internazionale nel settore della difesa nel quadro transatlantico e in altri ambiti,

RACOMMANDA AL CONSIGLIO

1. di assicurare che i diritti e gli interessi legittimi degli Stati GAEO non ancora membri dell'UE siano tenuti in considerazione nella fase costitutiva dell'Agenzia europea;

2. di tenere una riunione ministeriale GAEO nel 2004 per raggiungere un accordo sul trasferimento dell'*acquis* del GAEO e dell'OAE0 e per offrire al Presidente dell'Assemblea l'opportunità di rivolgersi a Ministri;

3. di sostenere con forza la richiesta dei paesi GAEO che non sono membri dell'UE affinché venga loro conferito lo status di osservatori alle riunioni dei Direttori nazionali degli armamenti degli Stati membri dell'Unione e dei loro rappresentanti nonché del gruppo ad hoc di preparazione;

4. di consultare l'Assemblea prima di prendere decisioni con effetti sulle future attività dei Panel I, II e III del GAEO

5. di garantire che l'esperienza e le competenze del GAEO e dell'OAE0 siano tenute presenti quando si tratterà di trasferire le funzioni di tali organismi all'AE;

6. di garantire che, ai fini della costituzione dell'AE, gli Stati membri e i paesi osservatori dell'UE0 in quanto membri dell'Unione europea tengano conto dei seguenti elementi:

innanzitutto ruolo dell'AE sarà sostanzialmente quello offrire un forum centrale e visibile di discussione tra gli Stati membri sulle capacità e sul materiale necessario per compiere le missioni di Petersberg « allargate »;

lo scambio di informazioni e la creazione di una banca dati su progetti nazionali e comuni in materia di capacità sono altresì due compiti iniziali che potrebbero essere attribuiti all'Agenzia;

L'attività dei diversi gruppi di progetto ECAP sarà riunita sotto l'unico tetto dell'Agenzia in maniera da consentirle di curare non solo lo sviluppo e la supervisione dei progetti in corso sulle capacità ma anche di contribuire ad individuare capacità ed esigenze operative future in linea con l'evoluzione degli obiettivi della PESD;

i settori di attività specifici dell'Agenzia sono le forze e il materiale e attengono quindi ai seguenti compiti:

monitoraggio dei progressi compiuti e dell'impegno sulle capacità assunto dagli Stati membri attraverso il processo ECAP e il Meccanismo per lo sviluppo delle capacità (CDM);

promozione e coordinamento delle misure di armonizzazione degli standard militari;

individuazione e presentazione di proposte per attività di cooperazione nel settore operativo;

elaborazione di valutazioni sulle priorità finanziarie per lo sviluppo e l'acquisizione di capacità;

l'Agenzia svolgerà una funzione utile per gli Stati di dimensioni medie o piccole che non posseggono l'intera gamma delle capacità, necessarie per le operazioni militari attuali e future di gestione delle crisi, ma che spesso vantano centri di eccellenza complementari tra di loro e che possono creare sinergie in fasi del processo il più a monte possibile;

l'Agenzia in futuro sarà in grado di incorporare nelle sue attività il programma ECAT lanciando un forte segnale politico a favore di un programma quadro sulla ricerca in materia di difesa, di sviluppo e sperimentazione tecnologica analogo a quello esistente in campo civile;

a tale riguardo occorre ricordare che molte tecnologie militari non sono a uso duale;

un mercato degli armamenti « europeo » si potrà sviluppare veramente se ad un certo punto si arriverà all'introduzione una « preferenza europea » e se esisterà una vera reciprocità e trasparenza nelle relazioni transatlantiche;

la relazione tripartita tra l'Agenzia, l'OCCAR e l'Accordo quadro/LoI fa sì che l'Agenzia sia uno strumento adatto per estendere all'UE e alla sua futura politica degli armamenti nonché alla sua politica in materia di ricerca e tecnologia e ricerca e sviluppo le regole e gli accordi elaborati e concordati dai principali produttori/consumatori di armamenti, cosa che nel lungo periodo potrà rivelarsi vantaggioso per la creazione di un mercato europeo unico degli armamenti e per il consolidamento dell'EDITB;

rimane da definire il ruolo dell'Agenzia nel quadro della cooperazione transatlantica;

la struttura del personale dell'Agenzia come viene descritta nella relazione approvata dal Consiglio (un nucleo snello che a seconda delle esigenze può essere

allargato a funzionari ed esperti nazionali), può avere il vantaggio di dotare l'Agenzia di un bagaglio di esperienze maturate in passato e di conferirle lo slancio a livello nazionale necessario per determinati programmi e settori di ricerca e tecnologia, ma può anche significare che l'Agenzia potrebbe diventare ostaggio di disaccordi tra gli « Stati grandi » sul suo orientamento;

un bilancio operativo sufficiente e bilanci specifici per i programmi individuali consentiranno all'Agenzia di partire con il piede giusto;

l'uso di fondi adeguati dovrebbe essere previsto per il progetto di difesa europeo;

l'autorità per la firma di contratti basata su risorse di bilancio significative potrebbe diventare lo strumento per consolidare l'EDITB;

la funzione dell'Agenzia nell'ambito della cooperazione transatlantica in materia di difesa deve essere definita fin d'ora, non solo in termini politici, ma anche industriali, tecnologici, sociali ed economici;

per migliorare il livello della cooperazione transatlantica e riequilibrare il ruolo dei diversi partner sarà necessario trovare un approccio congiunto per il quale l'Agenzia potrebbe fornire il quadro adeguato, in particolare in vista dell'obiettivo, cui essa aspira, di creare un mercato europeo dei materiali della difesa competitivo a livello internazionale;

solo una politica europea degli armamenti può fornire gli orientamenti per un accordo tra i governi sulle modalità di condivisione delle responsabilità per l'attività dell'Agenzia e per il suo funzionamento;

infine, l'Agenzia può contribuire ad evitare gli errori commessi nel passato, se sarà dotata dei mezzi necessari per raggiungere gli obiettivi concordati tra gli Stati membri dell'UE.